

Lettre ouverte au Canada, président du Comité permanent de la CITES

Objet: CITES CdP18

Attention : Mme Carolina Caceres

Madame la Présidente,

Permettez-moi de donner mon avis et commentaires sur le report de la CdP18 à Colombo, au Sri Lanka. Permettez-moi également, madame la Présidente, de vous faire quelques suggestions.

Bien avant le massacre barbare de centaines de citoyens chrétiens, musulmans et sri lankais - ainsi que de certains touristes occidentaux - le jour de Pâques 2019, il y avait des raisons légitimes de penser que la CdP18 se dirigeait vers une tempête parfaite. Donc, étant donné qu'il est toujours possible que le Secrétariat CITES reporte la CdP18 à Colombo, nous devons nous poser des questions complexes. Avant tout, nous devons nous demander pourquoi le Sri Lanka a été considéré comme un pays approprié pour accueillir un tel événement mondial.

Le fait est que, ne pensant ni aux aspects pratiques ni aux capacités de l'hôte proposé pour y faire face, un groupe d'ONGs et de sociétés civiles ont promu le Sri Lanka en tant que site de la CdP18 de la CITES. Ils l'ont fait pour des raisons tout à fait égoïstes parce qu'ils étaient déterminés à trouver un pays hôte partageant leur philosophie protectionniste/prohibitionniste contre l'utilisation d'espèces sauvages. À cette fin, ils ont ouvertement lancé leur campagne lors de la réunion du Comité permanent SC66 à Genève en janvier 2016.

Colombo était une ville tout à fait inappropriée pour accueillir la CdP18 de la CITES, et de plus, les promoteurs de cette ville semblaient totalement ignorants non seulement des sensibilités religieuses, mais aussi des conditions sur le terrain au Sri Lanka.

Premièrement - je dois vous demander, Madame la Présidente, comment la CITES a-t-elle pensé qu'il était respectueux d'organiser la CdP18 du 23 mai au 3 juin 2019 - pendant les dernières semaines du Ramadan: du 5 mai au 4 juin 2019? Il est bien connu que le Sri Lanka est un pays multiculturel conflictuel.

Pour nombre de fidèles de la communauté musulmane du monde, le moment choisi pour notre événement a été considéré comme un mépris de leur foi. En effet, en octobre 2018, un groupe de pays musulmans a écrit au Secrétariat CITES - par l'intermédiaire du secrétariat d'une organisation intergouvernementale régionale, le COMHAFAT/ATLAFCO - pour que la CdP18 soit reporté au 5 juin. Malheureusement, leur demande a été ignorée par le Secrétariat CITES.

Les mêmes 22 membres de COMHAFAT/ATLAFCO, représentés collectivement par leurs correspondants CITES et représentants de la pêche, vous ont écrit le 25 avril pour demander non seulement un report, mais également un changement de pays hôte.

Deuxièmement - Nous devons procéder, madame la Présidente, à un contre-interrogatoire, comment est-il possible que quelqu'un puisse penser que le déroulement de la CdP de la CITES, pendant la saison de la mousson à Colombo, soit une bonne idée? Ce n'est un secret pour personne qu'entre avril et septembre la mousson - connue localement sous le nom de YALA - frappe comme un coup de marteau dans la partie sud-ouest de l'île. Elle provoque des inondations, des glissements de terrain, de graves perturbations du trafic et des pannes de courant, ce qui ajoute à la menace toujours présente de tremblements de terre dans la région.

Troisièmement, le Sri Lanka, et Colombo en particulier, a longtemps été considéré comme un endroit risqué à visiter. De nombreuses mises en garde aux voyageurs émises par les autorités nationales compétentes - y compris le Canada – conscientes de vouloir protéger leurs citoyens, ont qualifié Colombo de ville dangereuse. Il était donc notoire que le Sri Lanka était politiquement instable et que la criminalité et les menaces personnelles à la sécurité étaient omniprésentes. Malheureusement, la CITES n'a pas tenu compte de ces questions en confirmant Colombo comme pays hôte de la CdP18.

Quatrièmement - je me sens obligé de soulever les questions litigieuses de la liberté de presse et d'expression, et du droit à l'information.

Face à la barbarie et à la recherche de la loi et de l'ordre au lendemain de ces catastrophes, nous pouvons tous comprendre la nécessité pour le Sri Lanka de restreindre la liberté en tant que mesure temporaire visant à empêcher la propagation de la désinformation. Mais de telles réponses nationales, et sans doute rationnelles, ne peuvent être imposées à d'autres nations, à d'autres

cultures ou à d'autres philosophies, en particulier dans le cadre d'une conférence intergouvernementale internationale.

Parlant d'expérience - bien avant le déclenchement des attentats - trois sociétés différentes de relations publiques à Colombo ont refusé - pour des raisons politiques - d'être associées à mon ONG. Ils ont indiqué que notre approche de la conservation reposait sur l'utilisation durable des ressources sauvages et que cela était trop controversé pour qu'ils puissent le gérer. De plus, nous nous sommes aperçus qu'ils se notifiaient mutuellement, avant même que nous puissions les contacter pour s'assurer qu'aucune agence de relations publiques n'accepte notre message. En d'autres termes, ils ont partagé, sans notre autorisation, des informations confidentielles afin de connaître nos noms et nos souhaits avant que nous les contactions. Cette expérience a été pour le moins troublante. Alors, permettez-moi de citer deux des réponses reçues par courrier électronique:

*«Merci beaucoup d'avoir pris contact avec nous. Le Sri Lanka est un pays culturellement diversifié, car nos coutumes portant atteinte à la nature (animaux et plantes) sont très mal vues et les médias très sensibles à ce sujet.»*

Une autre réponse reçue d'une société non liée a été la suivante:

*«Étant donné le climat politique sensible qui règne actuellement au Sri Lanka, en particulier en ce qui concerne les efforts de conservation, nos organisations mutuelles préféreraient éviter toute controverse liée à la conservation.»*

Au vu de ce qui précède et à la suite de conversations téléphoniques similaires avec d'autres agences de relations publiques, nous avons constaté qu'au Sri Lanka, un seul point de vue sera toléré par les autorités. Nous demandons donc qu'arrivera-il aux communautés rurales et des pêcheries qui envisageaient de participer à la CdP18 pour défendre leurs moyens de subsistance et leur sécurité alimentaire? En particulier, les organismes qui souhaitent rechercher - avec la participation des relations publiques locales et des médias - un soutien aux politiques d'utilisation durable. Est-ce qu'ils seront autorisés à communiquer ouvertement et sans ingérence avec les communautés locales ou seront-ils confrontés à un silence de la presse?

Lors d'une mission d'enquête au Sri Lanka, nous avons examiné sa loi sur le droit à l'information. À cette fin, nous avons demandé l'avis d'un avocat respecté à Colombo. Il nous a confirmé que, et je cite mot pour mot, "demander des informations au gouvernement sur une question sensible ne

cadre pas avec la loi sur le droit à l'information". Il semblerait donc qu'au Sri Lanka, la "conservation" soit une question politiquement sensible que même les agences de relations publiques et les avocats ont peur de mentionner - ou de représenter - tout sujet qui ne correspond pas à la position officielle.

Cinquièmement - Malheureusement, la salle de conférence internationale Bandaranaike Memorial (BMICH) - si je peux me permettre d'être direct – est loin d'être moderne. Il s'agit d'un centre de conférence du début des années 1970. BMICH connaît d'énormes difficultés à entretenir le bâtiment correctement et à maintenir les toilettes dans un état impeccable. Il est définitivement inapte et bien trop petit pour organiser un événement mondial majeur tel que la CdP18. Bien entendu, le comité d'organisation de la CdP18 de la CITES le savait. Le comité avait donc proposé d'ériger un réseau complexe de tentes - au milieu d'une ville animée - relié par des planches de bois pour garder les pieds au sec et éviter les grands débordements d'eau. Une question se pose: les toilettes portables seront-elles situées à l'intérieur ou à l'extérieur des tentes ou devons-nous passer les contrôles de sécurité dans le bâtiment principal pour se rendre aux toilettes?

Madame la Présidente, je suggère qu'indépendamment des préoccupations accrues en matière de sécurité et du centre de conférence désuet, l'idée que les Parties siégeant sous des tentes et se déplaçant d'une tente à l'autre, durant la période de la mousson, n'a jamais été une idée brillante. Notamment parce que ces conditions se dérouleront dans un climat moite de 30 degrés centigrades.

Sixièmement - Colombo souffre d'un trafic épouvantable. Comme je l'ai découvert lors de ma visite dans cette ville, les hôtels recommandés se trouvent dans un rayon de 4 à 5 kilomètres de BMICH. Pourtant, conduire même sur une distance aussi courte devient un cauchemar problématique lorsque l'on se trouve confronté à de graves embouteillages le matin et en fin d'après-midi. Lors de mon voyage d'exploration, il m'a fallu une heure et vingt minutes pour me couvrir en voiture - avec un chauffeur expérimenté de Colombo - les 4,6 kilomètres qui séparent l'hôtel OZO de BMICH à 08h00. Heureusement, mon rendez-vous était prévu à 10h00. Je n'ai pas eu à parcourir cette distance pendant la saison de la mousson, alors que tout ralentit considérablement. Mais la plupart des hôtels que j'ai visités ont suggéré aux participants de la CdP18 qui avaient réservé leur hébergement dans les hôtels

proposés qu'ils devraient quitter leur hôtel à 07h00 pour une réunion commençant à 09h00 à BMICH pendant la mousson.

Permettez-moi également de signaler d'autres faiblesses du Comité d'organisation de la CdP18 à Colombo.

- En dépit des efforts sincères de certains responsables gouvernementaux, il est évident qu'ils ont été dépassés par l'ampleur de la tâche consistant à organiser une CdP de la CITES malgré (ou peut-être à cause de) l'appui fourni par les sociétés civiles.
- La structure politique de Sri Lanka est affaiblie par 26 années d'agitation sociale et de guerres. Sa fragilité chronique est quotidiennement mise en évidence par des conflits politiques (y compris des affrontements physiques) apparaissant dans les débats parlementaires et dans les rues. Le fait est que le Sri Lanka doit nécessairement imposer des mesures extrêmes pour garder le contrôle de la situation.
- Les conséquences politiques de l'assassinat horrible de centaines d'innocents le jour de Pâques 2019 sont loin d'être résolues. Même les autorités sri-lankaises admettent que le risque de terreur reste extrêmement élevé et que de nombreux terroristes sont toujours en liberté.
- Près d'un mois avant la cérémonie d'ouverture, le pays hôte n'a pas été en mesure de fournir des informations sur le transport entre les hôtels et les salles de conférence. Dans plusieurs cas, nous avons demandé des informations sur la disponibilité (ou non) du transport entre l'aéroport et les hôtels (et retour) et entre les hôtels et le BMICH pendant les jours de conférence. Hélas, sans résultat. Mais à Colombo, le trafic et les transports ne sont pas des problèmes triviaux.
- Dans les circonstances actuelles - après les récents meurtres de masse - avec la probabilité de barrages routiers supplémentaires et d'autres barrières de sécurité et contrôles nécessaires; il est clair que les réalités à Colombo vont sérieusement compromettre la capacité de la CITES à réaliser le programme de la CdP18 de manière efficace et en temps voulu.
- En outre, près d'un mois avant la cérémonie d'ouverture, plusieurs autres problèmes logistiques n'avaient toujours pas été résolus.

Rhétoriquement, nous devons nous poser les questions suivantes:

- En tenant compte des récents événements, le Sri Lanka sera-t-il un pays plus sûr et plus efficace dans quelques mois,? LA RÉPONSE EST NON!
- Le gouvernement du Sri Lanka sera-t-il mieux placé pour garantir la sécurité et le bien-être de tous les participants? NON!
- Le gouvernement du Sri Lanka sera-t-il en mesure d'offrir les structures logistiques (installations de réunions dotées des technologies modernes et de toilettes propres) requises par la CITES? BASÉ SUR CE QUE NOUS SAVONS: NON!
- Le gouvernement du Sri Lanka sera-t-il en mesure de créer un environnement sûr, agréable et ouvert à tous les points de vue, où tous les participants se sentiront les bienvenus chez l'hôte? NON!

Donc, pour toutes les raisons énumérées ci-dessus, nous vous demandons de vous joindre à nous pour conclure qu'il serait inacceptable de maintenir la CdP18 à Colombo. Les risques - du point de vue de la sécurité, du manque de professionnalisme, de l'efficacité et d'une perspective de locaux adéquats - sont tout simplement trop élevés.

Je sais que l'annulation sera un coup dur pour le gouvernement du Sri Lanka. Je suggère donc que le Sri Lanka atténue le choc et transfère le fardeau de sa perte financière aux ONGs de la société civile, qui ont persuadé le Sri Lanka et la CITES d'organiser cet événement à Colombo. Ils doivent être tenus responsables.

#### UNE VOIE À SUIVRE POUR ALLER DE L'AVANT

La CITES est confrontée à une situation qui n'aurait jamais dû être permise. Nous pensons que le Comité permanent, sur la base de l'autorité qui lui est conférée par la résolution Conf, 11.1 (Rev. CoP17), a l'obligation d'intervenir afin d'éviter que les erreurs du passé ne se répètent.

Permettez-moi, Madame la Présidente, de faire les suggestions suivantes pour aller de l'avant:

1. Il devrait être demandé au Secrétariat de préparer des options adéquates pour qu'une CdP18 se tienne dans un délai de six mois entre octobre 2019 et mars 2020, en excluant évidemment le Sri Lanka. Il devrait être également demandé au Secrétariat d'élaborer des procédures pour faciliter les

changements dans les délégations et/ou les inscriptions, ainsi que pour d'autres éléments relatifs au report de la CdP18, affectant tous les participants.

2. Une réunion extraordinaire du Comité permanent de deux jours devrait être prévue vers la fin du mois de juin pour décider:

Heure et lieu de la CdP18;

Les implications financières du report;

Le cas échéant, prolonger le budget actuel de la CITES; et

Toute autre question présentant un intérêt et une importance pour les Parties et les observateurs.

Madame la Présidente, je sais que cette situation compliquée a été décidée avant votre nomination. J'espère donc que cette lettre vous aidera à corriger tout ce qui a mal tourné.

J'attends avec impatience votre réponse.

Eugene Lapointe,

Ancien secrétaire général de la CITES (1982-1990)

Lausanne, 09/05/2019